

Cultures et trafic de feuilles de coca contribuent à entamer l’intérieur même des espaces protégés

LA COKE DÉVASTE LE PÉROU

« GILLES LABARTHE

Drogue » Situé au sud-est du Pérou, le département amazonien de Madre de Dios fait frontière avec la Bolivie et le Brésil. Il est devenu au fil des ans l’un des plus dynamiques de tout le pays, au niveau économique – et plus précisément, en matière de trafics illégaux. Et en première ligne la cocaïne: le Pérou s’est hissé au rang de deuxième pays producteur mondial, derrière la Colombie.

L’anthropologue Alex Alvarez, originaire de Cusco, s’est spécialisé dans cette région. Il lui a consacré une thèse de doctorat abordant les questions de gouvernance et de gestion environnementale des territoires autochtones et des zones naturelles protégées. Le Péruvien a également collaboré à des recherches menées depuis le Graduate Institute of International and Development Studies, à Genève. « Dès mon enfance, j’ai beaucoup entendu d’histoires d’expéditions dans la forêt, comme celles de la cité perdue de Païtiti qui, selon la légende, abrite l’or caché par les Incas. On l’oublie souvent, mais 60% du département de Cusco est situé dans la forêt tropicale », lâche l’anthropologue.

Fidèle à ses passions, il intervient depuis une bonne décennie comme conseiller et formateur en matière de nouvelles stratégies de défense du territoire et de droits des populations autochtones, auprès de la Federación Nativa del Río Madre de Dios y Afluentes (FENAMAD). Soit de la principale organisation représentant les communautés autochtones, la plus active sur place dans la défense des droits humains et environnementaux. Ce terrain de prédilection lui vaut d’avoir reçu de sérieuses menaces.

Six heures de route

Depuis des siècles, Cusco et le piémont amazonien sont en effet liés par une activité commerciale intense, traditionnelle, mais dont les contours deviennent aujourd’hui de plus en plus inquiétants: celle des feuilles de coca. Elles sont cultivées en abondance en contrebas des Andes, et en partie remon­ tées dans les hauteurs par des « mules » qui les cachent plus ou moins bien sous leurs vêtements et dans leurs bagages, sans trop redouter les interventions des forces de l’ordre.

Le tout n’est qu’à six heures de route – spectaculaires et parfois bordant des précipices – en descendant via Paucartambo, porte d’entrée vers l’Amazonie. On rejoint ensuite Acjanaco, qui touche la pointe sud du parc national de Manu. Sur tout le trajet, un seul point de contrôle de marchandises. A l’arrivée dans la localité carrefour de Pillcopata, à la lisière aussi de la Réserve communale Amarakaeri (RCA), on se trouve face à de nombreuses constructions en bois. Pillcopata ressemble à une bourgade endormie du far west latino-américain. Ici, de bouche à oreille, les avertissements se précisent: dans cette



Dans le département amazonien de Madre de Dios, la production et le trafic de drogue sont venus s’ajouter aux problèmes liés à la déforestation, qui ravage y compris des zones protégées, comme ici la réserve communale Amarakaeri. Gilles Labarthe

région, ces dernières années, le trafic de drogue a pris une ampleur sans précédent, avec des cultures de coca et des installations planquées y compris en pleine zone protégée.

5000 ans d’histoire

Depuis sa création en 2002 et jusqu’en 2021, la RCA avait réussi à conserver 98,5% de sa forêt, d’après des données validées par l’IUCN, grâce entre autres à cette cogestion assurée par l’ECA Amarakaeri, organisation composée de dix communautés des groupes ethniques. En premier lieu, les Harakbut, « une des plus anciennes de la région, riche de plus de 3000 voire 5000 ans d’histoire », souligne Alex Alvarez, qui travaille en contact étroit avec les leaders de cette communauté, dont c’est le territoire ancestral.

Les populations Yine et Machiguenga sont aussi impliquées, en partenariat avec le Service national péruvien des zones protégées nationales (Sernanp) et avec le support de la FENAMAD. Mais l’avancée de la

déforestation liée à la coupe illégale de bois tropicaux, à l’extraction de l’or, à l’extension de cultures comme celles du cacao et d’arbres fruitiers dans les « buffer zones », zones tampons où certaines activités économiques sont tolérées, se double maintenant d’un autre danger. Cultures et trafic de feuilles de coca contribuent à entamer l’intérieur même des espaces protégés, d’une importance cruciale pour les communautés natives, qui représentent aujourd’hui quelque 10 000 personnes. Ces dernières se retrouvent de plus en plus envahies par des « colons » et autres exploitants étrangers.

Images aériennes

La pression s’exerce directement sur les villages communautaires. Celui de Huararia, qui jouxte le parc national de Manu, est quasi désert à notre arrivée. Seule, une vieille habitante résume: les membres de la communauté « sont occupés ailleurs ». Quelques enfants jouent près d’une école, tandis que ré-

sonne au loin le bruit net d’une tronçonneuse. A trois heures d’une route souvent inondée, plus au nord-est, le village de Shintuya est censé abriter une communauté native de plusieurs dizaines de familles. Désert, lui aussi. Le bâtiment dédié à la RCA est vide.

La puissance des réseaux de la drogue réussit à faire taire même les plus courageux

Sur son mur principal, une grande fresque multicolore rappelle en grandes lettres: « Todos somos Amarakeari » (« Nous sommes tous des Amarakeari »). De nuit, la route de Shintuya est curieusement fréquentée par des 4x4. Elle serait un des axes de transport de drogue, craignent certains observateurs. De notoriété publique, la

forêt dense qui borde le village sert à cacher des activités illicites. Des poches de déforestation sont d’ailleurs repérables, vues du ciel.

Jorge*, notre guide et chauffeur, jeune père de famille lui-même cultivateur de cacao dans ce secteur, élude la question: faute de soutien de la part de l’Etat pour développer des moyens durables de subsistance sur place, les habitants seraient « partis chercher du travail ailleurs », d’abord dans l’exploitation de l’or.

La montée spectaculaire du cours du précieux métal depuis l’invasion de l’Ukraine par la Russie dès février 2022 a eu pour résultat de multiplier les zones d’extraction illégale, accélérant encore la déforestation de surfaces entières au nord-est de la réserve RCA. Cette déforestation est bien visible. Sur les 402 335 hectares que couvre la RCA, ces cicatrices dans la forêt apparaissent clairement sur des images satellites – par exemple, sur MapCarta, qui combine un ensemble de données en open

source. D’autres ressources pointent aussi la gravité de la situation (lire ci-dessous).

Surveillance digitale

Pour tenter de suivre la déforestation au plus près, des leaders de la communauté autochtone Harakbut ont été formés et entraînés dès 2019 à utiliser sur des smartphones des outils numériques tels que Mapeo Mobile et Desktop. « En collaboration avec les gardes du parc, ils collectent des données sur l’exploitation aurifère illégale et d’autres impacts sur la réserve communale d’Amarakaeri », explique l’ONG Digital Democracy, qui travaille au renforcement des capacités de communautés natives. Leur « trousse à outils des défenseurs de la planète » (Earth Defenders Toolkit) inclut l’usage de drones.

Luis Tayori, un leader harakbut, est ainsi devenu l’un de ces « pilotes » certifiés par le Ministère des transports. Mais qui documentera plus systématiquement la situation que traversent la RCA et ses communautés natives? La puissance des réseaux de la drogue réussit à faire taire même les plus courageux. L’an dernier, deux garde-forestiers de ces communautés ethniques ont encore été tués après avoir reçu des menaces de mort. Cela porte à 27 le nombre de leaders de communautés assassinés dans la région entre 2020 et 2025, pour s’être élevés face à des conflits liés au trafic de drogue et à l’invasion de leurs terres, selon un récent rapport publié par Amazon Watch. » LE COURRIER

*Prénom d’emprunt

» Ce reportage a été réalisé avec le soutien de la Fondation Liliane Jordi pour le journalisme.

DES PISTES CLANDESTINES

L’ONG Global Forest Watch a répertorié une douzaine de pistes d’atterrissage, utilisées pour transporter la drogue vers la Bolivie et le Brésil.

Avec la déforestation et l’occupation de terres, « les activités d’extraction impactent directement les ressources, les conditions de vie et la santé des populations natives », rappelle l’anthropologue péruvien Alex Alvarez. A Madre de Dios, des acteurs comme Terre des hommes Suisse ou l’ONG péruvienne CINCIA (Centre d’innovation scientifique pour

l’Amazonie) ajoutent à la liste des problèmes: la contamination de toute la chaîne alimentaire au mercure, mais aussi, ces dernières années, le renforcement de milices privées défendant les intérêts des mineurs illégaux – et aujourd’hui, des producteurs et trafiquants de drogue.

Cette activité mafieuse est en nette hausse, alarment chercheurs et responsables d’ONG. Elle s’est désormais bien ancrée dans les zones de forêt classées et protégées, comme le parc national de

Manu ou la réserve communale Amarakaeri, où l’on a pu distinguer sur les images satellites de l’ONG Global Forest Watch une douzaine de pistes d’atterrissage clandestines, utilisées pour transporter la drogue vers la Bolivie et le Brésil.

Fin 2024, pas moins de 128 pistes clandestines avaient été repérées dans les six départements d’Amazonie péruvienne, après une enquête menée par le réseau de journalistes d’investigation Mongabay Latam, spécialisé dans les enjeux environnementaux concernant l’Amérique du Sud. » GIL